



D 2125 • Ni3
16-31 janvier 1997

MOTS-CLEFS

Élections
Politique
Droite
Gauche
Église catholique
Hiérarchie

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

QUE S'EST-IL PASSÉ AU NICARAGUA ?

Le nouveau président du Nicaragua, Arnaldo Alemán a pris ses fonctions le vendredi 10 janvier 1997, succédant ainsi à Violeta Chamorro, présidente depuis février 1990. Membre de l'Alliance libérale, parti de droite proche des courants somozistes (du nom de la famille des dictateurs qui furent au pouvoir de 1936 à 1979), Alemán a été élu le 20 octobre 1996, l'emportant sur son rival, le leader du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), Daniel Ortega qui fut à la tête du pays de 1979 à 1990. Le sandinisme avait symbolisé pour beaucoup d'hommes de gauche à travers le monde et pendant de nombreuses années une alternative possible pour l'Amérique latine. Malgré des relations qui ont toujours été très difficiles avec la hié-

rarchie catholique, notamment l'archevêque de Managua (cf. DIAL D 798, 1012 et 1019) le Front garde une réelle audience puisque Daniel Ortega obtint 38 % des voix en octobre 1996. Il n'en reste pas moins qu'après des années de sandinisme puis de gouvernement démocratique et de politique néolibérale, le Nicaragua reste toujours le pays le plus pauvre d'Amérique latine. Dans l'article ci-dessous, notre correspondant à Managua, Raphael Aragón Marina o.p. donne un aperçu de ce qui s'est passé depuis la campagne électorale d'octobre 1996 et fournit des éléments d'appréciation tant sur le comportement des sandinistes vaincus et de la droite victorieuse que de certains membres de la hiérarchie catholique.

Après la défaite électorale du gouvernement sandiniste aux élections de 1990, ce petit pays d'Amérique centrale a cessé de retenir l'attention de l'opinion publique internationale. Pendant les six années du gouvernement de Doña Violeta les problèmes du pays le plus pauvre du continent latino-américain, sa situation poli-

tique, la crise économique et sociale qu'il traverse ont cessé d'intéresser les grandes agences d'information.

À l'occasion des élections du 20 octobre 1996, le Nicaragua, de nouveau, a retenu l'attention de l'opinion publique, mais pour quelques jours seulement, proches de l'événement électoral, puis il est retombé dans

l'anonymat de la mémoire internationale.

On n'attendait, à ce moment là, rien de nouveau du processus électoral. La présence d'observateurs internationaux devait donner légitimité et validité au processus qui, à première vue, semblait se dérouler dans le plus grand calme et la plus grande sérénité.

SOMMAIRE

> NICARAGUA : Que s'est-il passé au Nicaragua ? (1-6)

> VENEZUELA : Discrimination contre les indigènes (11-13)

> BRÉSIL : Où en sont la réforme agraire et l'impunité des auteurs de massacres de paysans ? (7-10)

L'ex-président Carter, principal observateur international, quitta précipitamment le pays, le jour même du 20 octobre, avant la fin de la journée électorale, pour ne pas rater la partie de base-ball des grandes ligue, affirmant que les élections avaient été "justes, propres et transparentes". Un vrai succès. Le Nicaragua, selon ces informations, entrait maintenant par la grande porte dans la "démocratie formelle". La peur de la "nuit obscure du sandinisme" semblait s'évanouir devant la nouvelle situation mondiale et devant l'évolution de la politique intérieure du pays.

Le déroulement de la campagne électorale

La campagne électorale s'était déroulée sans problèmes majeurs. Malgré l'affrontement historique entre les deux forces politiques majoritaires dans la bataille électorale : le Front sandiniste et l'Alliance libérale, celle-ci de forte connotation somoziste, celui-là de vieille tradition révolutionnaire. Le Front se caractérisa dans la campagne par un style modéré, un discours prudent, présentant des positions de réconciliation qui visaient le centre ; il faisait alliance, à la fois avec des chefs d'entreprises et des groupes démobilisés d'anciens résistants. L'Alliance libérale se fit remarquer dans la campagne par un langage agressif, violent et revancharde, en arrivant même, souvent, à proférer insultes et grossièretés contre les leaders sandinistes. À différentes reprises, Arnaldo Alemán traita de vipères les vieux leaders sandinistes et de cobras venimeux les hommes politiques du gouvernement actuel. L'Association des confisqués¹ se manifesta dans le même registre, utilisant les symboles religieux les plus évidents de la tradition catholique, pour attaquer le sandinisme. Les déclarations spontanées que fit le pape à la fin de la messe, au cours de sa seconde visite dans le pays, où il qualifia la décennie sandiniste de "nuit

obscur"², furent abondamment soulignées. Les vieux conflits du sandinisme et de la hiérarchie catholique furent présentés dans des spots publicitaires agressifs et on ne se priva pas de répéter avec insistance que Daniel Ortega était "un loup revêtu d'une peau d'agneau".

Malgré ce climat de confrontation, les élections se déroulèrent sans conflit majeur ni tensions, jusqu'au 16 octobre, jour désigné par le Conseil suprême électoral (CSE) pour conclure la propagande électorale.

Le symbolisme religieux utilisé par Daniel Ortega

Le 16 octobre même, les esprits commencèrent à s'échauffer. *Barricada*, le journal officiel du Front sandiniste, publie en première page une photo grand format de Daniel Ortega couronné par la carte du Nicaragua sur fond d'image du Coeur de Jésus. Daniel Ortega apparaît en chemise blanche, de style clérical, protégé par



Daniel Ortega

l'image du Coeur de Jésus. Au bas de la page est représentée une manifestation populaire. Le soir du même jour, le Front clôtura la campagne électorale de Managua. La participation à la manifestation fut massive et déborda la place. Les médias se distinguèrent dans la retransmission de l'événement.

2. Cf. DIAL D 2061 (NdT).

3. Le 21.02.1990, quatre jours avant les élections qui ont porté la coalition Union nationale de l'opposition (UNO) et Violeta Chamorro à la tête du pays, les sandinistes avaient réalisé une manifestation massive, qui avait soulevé des faux espoirs d'un triomphe (NdT).

Les gens, bien que se souvenant de la manifestation du 21 février 1990³, ne cessaient d'affirmer "la situation actuelle est différente. Aujourd'hui nous ne sommes pas sous la pression de la guerre, il n'y a pas de service militaire. Le Front n'est pas au pouvoir. Ceux qui sont venus manifester l'ont fait librement. Nous allons gagner !"

Il est probable que cette manifestation débordante du peuple sandiniste provoqua craintes et frayeurs dans nombre de consciences d'antisandinistes farouches et orienta le vote des indécis. La manipulation irrespectueuse des symboles religieux par le journal *Barricada*, le discours mesuré et chargé de vocabulaire et de symbolisme religieux de Daniel Ortega irrita des prêtres et des évêques. Ceux-ci qui avaient déjà utilisé la chaire, systématiquement, pour dissuader de voter sandiniste dans les jours précédant les élections, manifestèrent leur antisandinisme avec une extrême violence et agressivité.

La partialité du cardinal

Le 17 octobre, après la fin de la campagne électorale, le Cardinal célébra la traditionnelle messe du Très-Saint dans la cathédrale de Managua. Vêtu d'ornements rouges - la couleur rouge est le symbole de l'Alliance libérale - il se disposait à commettre l'action la plus dangereuse de toute la bataille politique. Lui-même interprétera ce geste dans l'homélie du dimanche qui suivit les élections, en se comparant à Judith prête à tuer Holopherne.

Le responsable de la liturgie de la cathédrale, après avoir placé sur les premiers rangs, bien visibles, les candidats de l'Alliance libérale, chargea Arnaldo Alemán, candidat à la présidence de la République, de la première lecture de la messe et confia le psaume de répons à Cedeño, néo-catéchumène et candidat du même parti à la mairie de Managua.

Le cardinal, dans son homélie, après avoir eu recours à une vision de saint Jean Bosco pour inviter le peuple chrétien à placer toute sa confiance en deux colonnes fermes, la dévotion à la Vierge et au Très-Saint pour consolider la barque de l'Église en danger,

1. Cette association regroupe les grands exploitants agricoles dont les propriétés avaient été confisquées pendant le sandinisme (NdT).

proposa un exemple très significatif afin de dissuader ceux qui, ingénument, pensaient voter pour les sandinistes. "Deux hommes virent une vipère sur le chemin. L'un d'eux dit : elle est en train de mourir à cause du froid. Son compagnon déclara : Prends garde, je crois que cette vipère a déjà tué quelqu'un. Le premier dit : les circonstances ne sont plus les mêmes, cette vipère ne me fera rien, je vais la réchauffer. Quand il l'eut réchauffée, la vipère le mordit et le tua." Tout le monde comprit que l'exemple était une allusion claire et directe contre le candidat du Front sandiniste.



Les principales chaînes et médias retransmirent la messe en direct. Les chaînes internationales répandirent la nouvelle dans le monde, quelques-unes allèrent jusqu'à dire que le cardinal avait pris parti dans une situation aussi délicate. Le lendemain, le journal *La Prensa* présentait en première page la photo du cardinal bénissant les candidats de l'Alliance libérale à la présidence et à la vice-présidence : Arnoldo Alemán et Bolaños Geyer, à la fin de la célébration de la messe. Les principales chaînes nationales de télévision s'employèrent à passer la vidéo de nombreuses fois, alors que la propagande électorale était interdite. Malgré les vives critiques de quelques hommes politiques et de groupes de citoyens, il fut impossible d'arrêter cette retransmission.

L'attitude de l'archevêque de Managua fut à l'origine d'un profond malaise et de vives critiques adressées à l'Église, qui se manifestèrent dans les médias et par des plaintes par télé-

phone auprès des organismes officiels de celle-ci. Mais personne n'eut l'audace de formuler une accusation en bonne et due forme auprès du CSE en dénonçant cette violation manifeste de la loi électorale et l'ingérence éhontée d'Obando dans des affaires partisans. Les esprits s'échauffèrent au sein du peuple sandiniste ; dans quelques régions il se produisit des manifestations de protestation spontanées avec de grossières plaisanteries contre le cardinal. Le malaise gagna également la conscience de nombreux fidèles catholiques. J'ai l'exemple concret de quelqu'un appartenant au mouvement néo-catéchuménal, auditeur assidu de la messe à la cathédrale. Ce jeudi-là, au moment où le cardinal rapportait ladite parabole, s'adressant à son épouse, il lui dit : "Quelle bassesse ! Il s'est laissé emporter par des sentiments de haine."

Le cardinal n'a pas fait preuve d'impartialité dans ces élections, au dernier moment. Obando prit parti, se moquant des lois électorales, perdant même le contrôle de lui-même et la sérénité qu'un haut dignitaire ecclésiastique devrait observer dans des moments aussi délicats que celui-ci. Sa façon d'agir, selon les analystes politiques, entraîna la décision de nombreux Nicaraguayens hésitants.

Une participation civique massive

Le 20 octobre commença sous les meilleurs auspices. Le public commença à faire la queue dans les bureaux de vote aux premières heures de la matinée ; malgré de grands retards et de nombreuses défaillances techniques et administratives, il participa aux élections dans un esprit quasi religieux. Dans de nombreux bureaux les présidents et les assesseurs arrivèrent en retard, dans d'autres, les bulletins manquèrent ou arrivèrent en désordre. Les électeurs, dans un esprit civique exemplaire, acceptèrent sans discuter les dispositions et les décisions du CSE. Nombre d'entre eux passèrent de longues heures à attendre leur tour, certains étaient là au lever du jour. Tout était accepté dans la résignation, pourvu que le bulletin soit déposé dans l'urne. Quelques bureaux

n'ouvrirent pas avant cinq heures de l'après-midi et fermèrent à l'aube du jour suivant. Résultat de tant d'irrégularités : dans certains bureaux, on ne put voter.

À la fin de la journée, on avait l'impression d'avoir assisté à une grande cérémonie religieuse. Différents médias présentèrent l'événement comme une fête civique et tout paraissait s'être déroulé de façon satisfaisante. La participation, malgré la tension du processus électoral, fut massive.

Le CSE donna les premiers résultats au début du lundi 21 avec des chiffres favorables pour le candidat de l'Alliance libérale, et un avantage marqué sur Daniel Ortega. Les autres partis n'obtinrent pas des résultats significatifs. La nouveauté fut l'apparition du candidat du Chemin chrétien, un nouveau parti, de tendance évangélique traditionnelle, comme troisième force politique du pays, mais très éloigné des deux principaux candidats de la bataille électorale.

La victoire d'Alemán n'a pas été une surprise

La victoire de l'Alliance libérale n'a pas été étonnante pour beaucoup d'entre nous. Le Front sandiniste, au cours de ces dernières années, a traversé une profonde crise. Sur lui, pèse le stigmate de la *piñata*⁴, appropriation de biens de l'État affectés au parti ou à des dirigeants sandinistes pendant les mois de la transition vers le gouvernement de Doña Violeta. Ces agissements du Front ont suscité de profondes critiques et de sérieuses accusations de corruption.

En outre, le Front a négocié, pendant ces six années, de grands espaces de pouvoir, avec le gouvernement de Doña Violeta. Il a participé au processus de privatisation des entreprises d'État et a bénéficié de plans financiers internationaux. Le Front est l'une des forces économiques les plus importantes du pays. Le "cogouvernement" est la seconde tare qui pèse sur le

4. *Piñata* : ce mot désigne habituellement une poupée ou un récipient de friandises que l'on brise à coup de bâton le premier dimanche de carême, au cours d'une fête populaire ou familiale, et où chacun peut puiser (NdT).

sandinisme. Ces dernières années, le Front n'a pas réalisé un travail direct en direction de ses bases populaires. Il s'est avant tout consacré à négocier des espaces de pouvoir politique et surtout économique avec les sphères dirigeantes. De nombreux dirigeants syndicaux du parti sont aujourd'hui de grands chefs d'entreprises. Cela a provoqué des crises graves et suscité de profondes critiques à l'égard du sandinisme.

On n'a pas assisté à un processus de rénovation et de démocratisation à l'intérieur du parti. Le Front est entré dans la campagne électorale avec une image dévaluée, présentant les mêmes têtes de vieux dirigeants historiques, certains d'entre eux de réputation suspecte. La consultation réalisée en février pour choisir les candidats du parti à la bataille nationale fut ternie par de nombreuses fraudes et manipulations. La conduite morale d'un bon nombre des candidats sandinistes laissait beaucoup à désirer. Le Front a perdu son aura, sa cohésion interne, ses capacités d'organisation et il n'a pas de stratégie d'action en direction des secteurs populaires. Il garde son leadership sur les militants historiques, mais il a perdu sa capacité d'attraction pour faire venir à lui d'autres secteurs de la société.

Au début de la campagne électorale, le sandinisme se présentait comme un parti divisé, avec de sérieuses dissensions internes, moralement atteint et éloigné de l'action populaire. Dans plusieurs villes ces conflits internes au Front provoquèrent chez de nombreux militants la tentation du bulletin barré. Au cours des derniers mois de la campagne électorale les choses changèrent. L'impact de Daniel Ortega s'améliora et les enquêtes commencèrent à souligner un rejet vis-à-vis du candidat de l'Alliance libérale. Les manifestations massives à León et surtout à Managua remontèrent le moral des sandinistes, créant la perspective de la victoire. La manifestation massive de Managua ainsi que l'attitude du cardinal polarisèrent et déterminèrent le vote des indécis. Il est possible que la peur d'un triomphe sandiniste, le langage religieux utilisé par Daniel Ortega dans le discours de clôture de

la campagne ainsi que le montage de la photo dans *Barricada*, le même jour provoquèrent le malaise du cardinal. Au moment où il se disposait à déposer son bulletin dans l'urne, Obando laissa tomber le bulletin marqué dans les casiers de l'Alliance libérale devant les caméras de la télévision. Les téléspectateurs de différentes chaînes purent voir cette image en direct.

La peur et la polarisation entraînèrent la radicalisation des choix politiques et firent que les voix du centre s'orientèrent les unes vers le sandinisme, les autres vers l'Alliance libérale. Il est curieux d'écouter les candidats des petits partis se plaindre que dans les bureaux où ils votèrent avec leur famille, ils n'obtinrent même pas les voix de leurs proches. La polarisation fut totale.

Les partis du centre ne parvinrent pas à s'unir pour présenter une alternative commune et ils se dispersèrent recherchant davantage leurs propres intérêts et la possibilité d'obtenir un poste à l'Assemblée, plutôt que d'offrir des alternatives viables aux citoyens.

L'Alliance libérale utilisa un langage agressif et rude pendant la campagne. Mais son enracinement dans les secteurs paysans de tradition conservatrice, les souvenirs de la guerre dans les zones encore contrôlées par des bandes armées, les travaux publics réalisés dans les quartiers les plus pauvres de Managua par le maire Alemán, la crainte du retour du sandinisme ainsi que la bénédiction publique, solennelle et officielle des candidats libéraux par le cardinal, tout cela fit que de nombreux paysans et un large secteur des classes populaires, de culture politique et religieuse traditionnelles votèrent pour cette orientation politique. Les conservateurs et les libéraux, historiquement parallèles, s'unirent face au sandinisme.

Mais... que s'est-il passé après les élections ?

La situation fut complexe. La nouvelle loi électorale était viciée et favorisait la politisation des élections. Dans la loi précédente le CSE était l'instance chargée de choisir et d'habiliter les présidents des bureaux centralisateurs



Arnaldo Aleman

et les assesseurs. Ceux-ci étaient de fonctionnaires du CSE. Avec la loi renouvelée par l'Assemblée nationale, ce sont les partis qui proposent parmi leurs membres les présidents de bureaux et les assesseurs... et le CSE choisit les candidats au sein des listes présentées par eux. Ils étaient 33 % appartenant à l'Alliance libérale, 33 % de sandinistes et le reste appartenait aux autres partis.

Dans ces élections, les partis se désintéressèrent de l'organisation, l'Alliance libérale, seule, se préoccupa d'habiliter ses assesseurs, répandant au besoin le soupçon de fraude possible avant le début de la campagne électorale. On ne respecta pas le calendrier électorale et il y eut un grand désordre dans l'organisation. Le gouvernement, de son côté, n'assuma pas ses responsabilités financières et retarda, à diverses reprises, le déblocage du budget électorale.

Garantir des élections "honnêtes et transparentes" dans un pays à faible tradition démocratique, où manquent les institutions solides qui permettent d'affronter les défis d'une société profondément polarisée, c'était un grand risque pour le CSE, institution de peu d'expérience.

Dans les endroits où on a relevé les plus nombreuses et les plus graves anomalies, les bureaux centralisateurs étaient présidés par des candidats de l'Alliance libérale. Cette coalition politique regroupe dans ses rangs divers partis libéraux et groupes conservateurs, en particulier le Parti

libéral de tradition somoziste.

L'information truquée, les télégrammes falsifiés, les irrégularités dans le comptage des bulletins, le désordre dans le transport des urnes et des procès-verbaux électoraux depuis les bureaux centralisateurs de bulletins jusqu'aux centres de comptage, la disparition de bulletins, le profond désordre, tout cela fut le fruit de la culture somoziste qui, de nouveau, resurgit dans le pays.

Le somozisme a fondu sur nous par surprise

Nous avons tous pu voir le 21 octobre à la télévision le spectacle qu'a donné le centre de comptage de Managua ainsi que les graves anomalies de Matagalpa, Boaco et Jinotega, avec des bulletins dans les caniveaux, des files interminables de personnes emportant les urnes sans savoir où les remettre, des brigades anti-émeutes entourant les centres de comptage, des gens fatigués qui ne savaient que faire du matériel électoral, après avoir travaillé pendant deux jours, certains d'entre eux ayant passé jusqu'à deux nuits sans dormir. Au milieu de ce désordre total, le CSE fut incapable de faire face à la situation.

Le somozisme n'est pas seulement un système politique et économique appuyé sur une dictature de type familiale. Le somozisme est la culture d'un caudillisme autoritaire, de la corruption, de la "magouille"... en un mot, c'est l'absence de valeurs éthiques dans le comportement civique et social. Le somozisme nous a pris tous par surprise, y compris les observateurs internationaux qui quittèrent le pays en faisant de superbes déclarations sur la propreté, l'honnêteté et la transparence. Avant la clôture des bureaux centralisateurs de bulletins, ils avaient déjà rédigé leurs communiqués à la presse et ils quittèrent le pays en faisant l'éloge des élections comme fête civique.

Les vrais perdants

Le premier perdant de ce processus électoral a été le CSE. À Managua 200 bureaux centralisateurs avec 60 000 bulletins disparurent. Même si on accepte les résultats comme les a présentés le CSE, il faut reconnaître

objectivement qu'il y eut de sérieuses irrégularités qui, dans d'autres pays de tradition démocratique, auraient justifié l'annulation des élections.

Le peuple

Le grand perdant de la bataille électorale a été le peuple. À l'occasion de cette expérience électorale on a vu clairement les limites de ce modèle de participation démocratique, reconnu dans le monde entier, sacralisé également par les secteurs progressistes de l'Église qui ne perdirent pas l'occasion, par tous les moyens dont ils disposaient, d'inviter le peuple à voter selon sa conscience.

La "démocratie formelle"

Toutes ces irrégularités, qui mettent sérieusement en question la transparence du processus électoral ont fait naître chez les gens indifférence et désenchantement au sujet de ce modèle de participation démocratique. La démocratie formelle est celle qui a le plus souffert de ces élections.

Les institutions internationales

Les observateurs des grandes institutions internationales ont perdu toute crédibilité. Ils sont venus, ils ont vu, ils ont perçu de bons émoluments pour leur séjour dans le pays et ils sont repartis.

Le désordre du 21 fit apparaître le caractère formel et stérile de leur mission. Ces élections ont jeté le discrédit sur les institutions elles-mêmes, qui les avaient financées avec de grands moyens. Ces élections ont provoqué la plus grande crise du processus démocratique de réconciliation que vit le pays.

Un gouvernement discrédité

Même si le triomphe de l'Alliance libérale était prévisible, Alemán va assumer le gouvernement discrédité par les agissements somozistes des leaders de ce parti qui provoquèrent les graves irrégularités du processus électoral. Ceci limite son autorité morale pour disposer du prestige nécessaire qui lui permettrait de répondre de façon adéquate aux problèmes que pose une société polarisée. Nous nous trouvons devant le risque d'un gouvernement de type autoritaire,

belliqueux, sans prestige pour promouvoir l'unité, et qui peut devenir répressif.

Le cardinal et l'Église catholique

Le cardinal n'a pas été impartial et il a adopté une attitude scandaleuse pendant la campagne. Sur le plan pastoral, il va payer très cher cette erreur. Ce peuple est profondément divisé. L'Église, par son imprudent engagement politique s'est opposée à 40 % de population sandiniste, rouvrant de vieilles blessures et des ressentiments qui commençaient à cicatriser, provoquant une situation limite. De nombreuses personnes ont quitté l'Église, ces dernières années. Les sectes se sont développées et quelques catholiques, sciemment, sont passés aux Églises protestantes. Même si elle est capable de rassembler avec succès la masse de ses fidèles, l'Église catholique a perdu attrait et prestige dans 50 % de la population.

Le cardinal n'a plus l'autorité morale nécessaire pour exercer le rôle de médiateur que les différentes fonctions publiques lui ont attribué dans les moments de crise. Il a perdu de son prestige pastoral même au sein du peuple catholique. Bien que la crainte de représailles de la hiérarchie entretienne le silence résigné de nombreux prêtres, et même d'évêques, le malaise et le mécontentement sont très grands parmi les fidèles de l'Église catholique.

Le plus grave, à court terme, c'est l'alliance déclarée du secteur dirigeant de la hiérarchie catholique avec tout un courant de restauration conservatrice dans les domaines politiques et religieux. Dans la plupart des villes le premier acte accompli par l'Alliance libérale, avant que ne soit reconnu officiellement son triomphe, a été de célébrer des messes d'action de grâce. Dans certains cas, on obligea les prêtres à cette célébration. Arnoldo Alemán lui-même participa à une messe d'action de grâce dans le sanctuaire national du Viejo, converti récemment en basilique mineure par Sa Sainteté Jean-Paul II. La messe fut présidée par l'évêque de Léon et on avait invité le chapitre de la cathédrale de la cité métropolitaine. Mgr Vivas ne se priva pas d'annoncer dans son

homélie l'appui que l'Église est disposée à offrir au nouveau gouvernement. Le ministre Belli, l'homme le plus proche du cardinal, confirmé comme ministre de l'Éducation, a justifié, en s'appuyant sur l'attitude du Vatican au temps du fascisme italien, la position partielle du cardinal pendant les élections, comme étant nécessaire dans un moment de danger extrême pour le pays. Le danger était, sans aucun doute, le triomphe du sandinisme.

Une restauration politique et ecclésiale néoconservatrice

Qu'y a-t-il derrière tout cela ? Un projet évident de restauration politique et ecclésiale dans la plus pure tradition néo-conservatrice, placé sous la protection du vieux modèle de la chrétienté. Ce modèle constitue un rejet de tout ce qu'a signifié la théologie rénovatrice et les lignes pastorales du Concile Vatican II. L'institution ecclésiale, avec ce gouvernement, va disposer enfin de l'espace qui lui convient pour imposer sa vision du monde, sa philosophie, ses valeurs éthiques et morales et exercer la primauté sur une société de tradition catholique.

Au milieu d'un peuple appauvri qui est passé à travers toutes sortes de conflits politiques et militaires, il est normal que surgissent des mouvements radicaux, fanatisés et conservateurs. Aujourd'hui nous nous trouvons devant une Église institution qui n'accepte pas les principes de la culture démocratique et du pluralisme. L'autonomie des réalités temporelles a été sérieusement mise à mal par les agissements de certains prêtres et évêques.

Dans une société de plus en plus

pauvre sur les plans économique et culturel il existe un risque de sacraliser les nouveaux leaders politiques comme les sauveurs d'idéologies athées et étrangères. Le clergé possède une formation théologique limitée et, politiquement, il est fanatisé. En tant que leader d'une société désespérée par la faim et la misère, il peut en venir à transformer l'action pastorale en croisade religieuse, qui justifie des agissements autoritaires, conservateurs, de type somoziste.

L'hégémonie du religieux sur le séculier

Le cardinal Obando, avec la parabole suggestive de la vipère, a diabolisé Daniel Ortega. Son prêche apparut comme l'ultime recours pour éloigner les électeurs du choix sandiniste. Diaboliser signifie aussi discréditer totalement la personne et tout ce qu'elle représente au moyen d'un langage mythico-religieux, très bien accepté dans une société comme la nôtre. Une fois déconsidéré et changé en ennemi, tout le reste suit.

Le plus grave, c'est que cette vision mythico-religieuse, dominante dans les milieux conservateurs, empêche de faire une analyse objective de la réalité. L'Église a été la première à reconnaître le triomphe du docteur Alemán, ignorant les irrégularités du processus électoral. De nombreux prêtres, comme en font foi des tracts publiés ces jours-là, voient dans la victoire d'Alemán, le triomphe des prières de milliers de chrétiens, écoutés par Dieu. C'est la victoire du bien contre le mal, de la barque de Pierre contre les ennemis. Cette vision mythico-religieuse cache la réalité et empêche ceux qui pensent ainsi, de formuler un juge-

ment objectif, serein, clair sur tout ce qui s'est passé pendant les élections. Il y a plus ; comment critiquer ou discréditer ce que les représentants de l'Église ont béni devant Dieu et le peuple ?

Une opposition rationnelle, sereine, digne pendant ces années de gouvernement libéral devra faire face également à l'opposition et au discrédit de prêtres et d'évêques engagés derrière Alemán depuis les élections et son administration municipale à Managua. Le Front sandiniste, même diminué dans son leadership, a la possibilité de tirer le meilleur parti de ces élections s'il sait mener une opposition constructive, digne et impartiale. Il va rencontrer, sans doute, beaucoup de résistance et de critiques de la part des forces politiques, économiques et sociales au pouvoir, et surtout de la part des forces religieuses.

Le défi principal pour tous est de tirer ce peuple du retard économique et de créer une nouvelle conscience critique et constructive dans un contexte qui n'est plus celui de la révolution des années 80, ni celui du gouvernement tolérant et respectueux de Doña Violeta. Un grand défi qui doit être affronté avec sérénité. Les communautés chrétiennes, les mouvements, groupes et organismes de promotion sociale et de développement ont une grande action à mener dans ce domaine.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.